Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



n°230
5 Mai 2026
p.a.f 1 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Il faut une lutte d'ensemble des travailleurs !

Editorial des bulletins d'entreprise du 25/04/26

Pendant un mois, les travailleurs de Bpost ont tenu face aux critiques, menaces et insultes dans les médias, bloquant la distribution du courrier et des colis, mettant en difficulté des particuliers et des entreprises. Mais malgré la propagande pro-patronale répétée en boucle, leur détermination à ne pas se laisser faire, à défendre leur droit de vivre, de travailler dignement, a inspiré courage et sympathie à bien des travailleurs. Rien ne peut effacer le fait que nous étions nombreux à reconnaître notre propre peine au travail, nos propres craintes pour l'avenir dans l'aggravation des conditions de travail contre lesquelles se défendent les travailleurs de Bpost.

Pour cette raison, l'État a finalement employé les huissiers et la menace des tribunaux pour s'attaquer à cette grève. La détermination à se défendre, le refus de se soumettre, menacent toujours de faire tache d'huile ! C'est pourquoi les dirigeants du capitalisme emploient leur arsenal et leurs sbires pour étouffer chaque lutte sociale. C'était le cas chez Delhaize, chez Audi, à la SNCB, aux TEC, et dans toutes les autres grèves.

Chez Bpost, la grève prend fin et il est probable qu'un accord entre la direction du groupe et les directions syndicales, du même genre que celui initialement refusé par les travailleurs, sera finalement appliqué. La grève a poussé la direction à accorder quelques concessions. C'est déjà cela de gagné. Mais quelles garanties pour l'avenir ? Les ravalements de façades ne suffisent pas et le fond des menaces contre les travailleurs reste entier. Cela fait des années que dans le privé et le public, le patronat et le gouvernement imposent des retours en arrière, notamment avec les "concessions" négociées par les syndicats!



Que faut-il en conclure ? Que les grèves ne servent à rien ? Qu'il faut se résigner à voir nos conditions de vies et de travail devenir de pire en pire ? Qu'il n'y a pas d'autre choix que de laisser le patronat et les gouvernements nous ramener un siècle en arrière, pendant qu'ils se préparent à envoyer mourir nos enfants dans une 3e guerre mondiale, dans le seul but de défendre leurs intérêts capitalistes ?

Certainement pas ! Pour nous et pour nos enfants, nous n'avons pas d'autre choix que de nous défendre si nous ne voulons pas que le chômage et la misère se généralisent !

Oui, la force des travailleurs, c'est la grève ! Mais alors pourquoi chez Bpost, à la SNCB ou encore chez Delhaize les grèves n'ont pas suffi malgré la mobilisation ? Se poser cette question est de la plus haute importance pour chaque travailleur ! L'avenir en dépend !

Ce qui est clair c'est que faire grève entreprise par entreprise ne suffit pas. Il faut devenir plus forts face au patronat, aux multinationales et à l'État.

Cette force nous l'aurons quand les luttes s'étendront d'une entreprise à l'autre, d'un secteur à l'autre pour devenir une lutte d'ensemble, par-delà les métiers, les secteurs, et toutes les divisions, et même par-delà les frontières !

L'histoire des travailleurs est riche de telles luttes, y compris en Belgique. Certains anciens se rappellent encore la grande grève de l'hiver 1960-1961, quand près d'un million de travailleurs s'unis-

saient pour s'opposer à « la loi unique », un ensemble de mesures d'austérité destinées à faire supporter à la classe ouvrière la crise du capitalisme belge.

C'est possible de renouer avec ce passé ! Les problèmes des travailleurs sont partout les mêmes ! L'écho de la grève des travailleurs de Bpost qui luttent pour défendre leurs conditions de travail ne se fait-il pas entendre dans la grève des travailleurs des 60 magasins Aldi qui luttent contre le travail du dimanche ?

Beaucoup disent que le monde a changé, que l'individualisme domine, que de grandes luttes communes ne sont plus possibles. C'est en partie vrai.

Les dirigeants du PS ont discrédité le socialisme, comme les staliniens ont discrédité le communisme. Les dirigeants syndicaux n'envisagent pas de luttes d'ensemble des travailleurs. Cela pèse sur les consciences, sur la confiance des travailleurs en leur force.

L'époque a changé ? Oui ! Mais pas le capitalisme, sauf qu'il s'enfonce dans la crise et nous entraîne vers une 3e guerre mondiale. Les capitalistes sont déterminés à faire payer le maintien voire la hausse de leurs profits aux travailleurs. On ne peut plus croire que l'on pourra convaincre le patronat et le gouvernement d'épargner les uns ou les autres. En réalité, pour empêcher l'extension du chômage, la réduction de notre niveau de vie, nous n'avons pas d'autre choix que de nous préparer à des luttes déterminées pour nous défendre. Et pour finir, c'est le capitalisme lui-même qu'il faudra renverser !

Dans les entreprises

Aldi : non au travail du dimanche !

En réaction à l'annonce d'Aldi de vouloir ouvrir ses magasins le dimanche, les travailleurs ont déclenché, jeudi 23 avril, une grève spontanée. Partie de Flandre, elle a rapidement touché près de 60 magasins dans tout le pays.

Sur les piquets, devant les magasins, des travailleuses dénoncent une attaque contre leur vie privée. Pour beaucoup, le dimanche est le seul jour où il est possible d'être en famille, de voir ses proches, de pratiquer ses loisirs ou simplement de souffler.



La grève a duré jusqu'au samedi 25, mais les travailleurs d'Aldi n'ont pas encore dit leur dernier mot. Samedi 2 mai, 22 des 26 magasins de Bruxelles et de sa périphérie se sont à leur tour mis en grève.

Tous les travailleurs de la distribution sont concernés

L'attaque de la direction d'Aldi n'est pas isolée. Il y a trois ans, Delhaize et Intermarché vendaient leurs magasins à des patrons franchisés au nom de la « flexibilité », ouvrant la voie aux ouvertures le dimanche. Depuis, Carrefour et le groupe Colruyt, notamment avec les Okay, ont multiplié les ouvertures le dimanche en s'appuyant sur les exceptions existantes. Lidl a annoncé en mars vouloir suivre le même chemin. Aujourd'hui, c'est au tour d'Aldi.

Le gouvernement accompagne cette offensive patronale et la fait entrer dans la loi, en généralisant l'ouverture des magasins jusqu'à 21h et 7 jours sur 7.

Il n'y a aucune raison qu'en dehors des hôpitaux, des transports et de certaines productions en continu, le travail du dimanche se généralise.

Cette attaque dans tout le secteur de la distribution montre ce que les travailleurs des différentes enseignes ont en commun. Face aux grands groupes de la distribution, seule une lutte d'ensemble des travailleurs d'Aldi, Colruyt, Delhaize, Carrefour, Lidl et des autres enseignes pourrait faire reculer les capitalistes et le gouvernement à leur service.

Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.
Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

Grève à bpost : toujours pas d'accord !

Après trois semaines de grève, les travailleurs de bpost n'ont toujours rien obtenu de concret. Ils protestaient contre les changements d'horaires qui leur imposaient de décaler les horaires, de changer régulièrement de tournées, bref de rajouter de l'incertitude et de la charge de travail. Cela n'est pas passé dans un contexte où les travailleurs croulent déjà sous le travail, avec des tournées qui se rallongent à chaque « restructuration ». Reprendre une nouvelle tournée signifie un temps important d'adaptation, et il n'est pas rare que les facteurs dépassent de 3, 4 h la durée prévue d'une tournée qu'ils découvrent, sans que le salaire n'augmente !

Face à la détermination des travailleurs, la direction a fini par promettre quelques concessions, en précisant par exemple que la majorité des horaires ne changeraient pas. Si cette promesse a amené les directions syndicales à annoncer une victoire et à appeler à la fin de la grève, elle n'a pas convaincu l'ensemble des travailleurs, qui restent méfiants. Les grèves ont ainsi continué pendant plusieurs jours, et les syndicats continuent à négocier avec la direction.

Cette grève, qui a continué malgré la propagande anti-grévistes des médias et des politiciens, a de quoi inspirer bien d'autres luttes nécessaires face aux offensives qui touchent l'ensemble du monde du travail !

Manifestation des aides-ménagères

Près de 150 personnes, dont beaucoup de travailleuses du régime des titres-service, se sont réunies pour dénoncer une nouvelle attaque du gouvernement bruxellois. Celui-ci, sur base d'un changement d'interprétation d'un décret datant de 2024 portant sur les subventions aux entreprises d'insertion, menace de détruire plus de 700 emplois d'aides-ménagères dans des entreprises d'insertion à Bruxelles.

Cette manifestation a été l'occasion de mettre en avant une autre revendication pour laquelle les aides-ménagères, qui assument un travail essentiel, se battent depuis longtemps : la reconnaissance de leurs maladies professionnelles par l'agence Fedris, l'agence fédérale des risques professionnels. Comme témoigne une travailleuse : « *Que Fedris fasse une enquête pour voir combien d'aides-ménagères ont un mi-temps médical parce qu'elles ont des problèmes de dos, de poignets, de genoux. On marche tous les jours, on monte les escaliers tous les jours, tout le corps est abîmé. Et il y en a d'autres qui ont aussi des problèmes de respiration, parce qu'on travaille tous les jours avec des produits nocifs.* »



Manifestation des aides-ménagères. Source : Febisp

Ces femmes sont souvent contraintes d'aller travailler avec des anti-douleurs pour tenir, ou de travailler à temps partiel en renonçant à une partie de leur salaire. Les femmes de ménage sont loin d'être les seules à subir physiquement les conséquences d'un travail harassant. C'est en luttant collectivement qu'on pourra imposer la répartition du travail entre toutes et tous !

Volvo Cars : menace de délocalisation et chantage patronal

Le groupe Volvo Cars menace, à terme, d'arrêter la production de deux modèles de voiture actuellement fabriqués dans l'usine d'Oostakker, près de Gand. Ces deux modèles seraient transférés vers la Slovaquie dans une nouvelle usine, dotée d'une ligne d'assemblage plus moderne. Un troisième modèle - hybride - produit à Oostakker serait lui aussi arrêté avec la fin annoncée de la production de véhicules thermiques en Europe.

Face à cette menace, le gouvernement a constitué une « *task force* » réunissant les principaux ministres, afin de convaincre les patrons de Volvo Cars de continuer à produire en Belgique. En réalité, il s'agit surtout de répondre aux exigences patronales : baisser les salaires, réduire les impôts, diminuer les prix de l'énergie, ou encore subventionner Volvo pour que l'État finance à la place du groupe les

nouvelles machines nécessaires à la modernisation de l'usine.

Le gouvernement flamand réfléchit déjà à de nouveaux cadeaux pour Volvo comme des « *soutiens à la formation* », des « *aides à l'investissement* » ou des prêts à bas taux.

Pourtant, le groupe chinois Geely, propriétaire de Volvo, a réalisé près de 1,8 milliard d'euros de profit l'an passé. Largement de quoi maintenir les emplois et les salaires des travailleurs du groupe !



Marichal Ketin : non aux suppressions d'emplois

Après les fermetures d'Arcelor Mital, Carsid, Liberty Steel (ex-Ferblatil) et bien d'autres, le démantèlement de la métallurgie se poursuit dans le bassin liégeois avec Marichal Ketin. Cette fonderie à Sclessin vient d'être déclarée en faillite et 140 travailleurs vont perdre leur emploi.

Si « la trésorerie est tendue », si la demande en cylindres est réduite après la disparition de toutes les usines qui en commandaient et en transformaient dans la région, c'est la responsabilité des patrons. Et c'est à eux de garantir et payer des revenus aux travailleurs !

Faillites en hausse

En 2025, près de 11.700 entreprises ont été déclarées en faillite en Belgique. C'est 5,4% de plus qu'en 2024. Et c'est encore aux travailleurs que la note a été présentée puisque 26.700 emplois ont été supprimés.

Parmi les secteurs les plus touchés, il y a la construction et le transport, qui dépendent de fournisseurs de matières premières, de matériaux, d'outils, de carburant, de gaz ou encore d'électricité.

Beaucoup de petites entreprises n'arrivent plus à faire face à l'augmentation des prix, et surtout, à l'augmentation des marges des grands groupes qui se gavent en dominant le marché. En 2026, combien vont survivre à l'explosion des prix du carburant et des profits des géants pétroliers ?

En parallèle, les licenciements, suppressions d'emplois et faillites coupent dans les revenus des travailleurs, pendant que le gouvernement coupe dans les allocations en excluant les chômeurs et en attaquant les pensions. Cet appauvrissement généralisé accélère la crise elle-même car les travailleurs ont de moins en moins les moyens de consommer et les PME trouvent de moins de moins de clients.

Ce sont les lois de la jungle du capitalisme, la course au profit et la concurrence qui sont à l'origine de la crise économique. L'enrichissement de quelques grands capitalistes ne peut se faire que sur l'appauvrissement de toute la population.

Bulletins d'entreprise

Colruyt Dassenveld

Le profit mène à la panne

À la Réception, toutes les machines à désempiler étaient hors service lundi passé : une en panne, une avec la batterie à plat, une en entretien.

Colruyt nous démontre encore tout son savoir-faire en matière de radinerie: à force d'économiser chaque centime et de repousser les entretiens, les machines finissent par flancher. Et nous, on est bons pour le désempilage à la main… à moins qu'on flanche, comme les machines !

♫ Should I stay or should I go ? ♫

L'automatisation du Diepvries (l'audi) n'a pas cessé de tomber en panne la semaine passée. En attendant les réparations version MacGyver, on était bons pour partir en préparation de colis afin de compenser les pannes.

Et comme si ça ne suffisait pas, des collègues ont même été rappelés dimanche pour rattraper la préparation.

On préfère profiter de nos dimanches plutôt que de venir compenser les défaillances des machines que la direction ne fait pas entretenir pour faire plus de profit !

Control freak

L'audi tombe en panne régulièrement ces derniers temps. Et même quand les arrêts durent à peine 10, 15 minutes, on doit s'occuper à nettoyer.

Pourquoi ? La direction a peur qu'on se repose un quart d'heure ? Qu'on soit libre ? Qu'on discute des salaires trop bas ou des profits bien hauts ?

Se presser lentement

Au briefing, les chefs nous rabâchent qu'il ne faut pas courir dans l'entrepôt. Et l'instant d'après, ils nous rebattent les oreilles avec les prestations qui seraient insuffisantes.

C'est contradictoire, mais c'est toute la logique de ce système fou : nous faire travailler toujours plus vite, au détriment de notre santé, de nos salaires et de nos conditions de travail, uniquement pour augmenter les profits d'actionnaires qui se la coulent douce !

Profits empoisonnés

Pression. Forcer. Kiné. C'est le trio de l'exploitation chez Colruyt.

La direction sait parfaitement que personne ne peut tenir des années de travail sans passer par la case médicale. C'est à la case « 19ème siècle » qu'on devra renvoyer direction et actionnaires.

Chemins de fer

On recherche : les résultats de Be Well

On se souvient de l'enquête Be Well qui montrait les nombreux problèmes des conditions de travail dans les chemins de fer. La direction se vante maintenant d'avoir pris des mesures pour y répondre.

Heu… Entre les suppressions de postes, le matériel défaillant et les mise en cause des pensions et autres mesures du gouvernement, on est beaucoup à se demander où chercher !



Besoin de plus de collègues

Dans plusieurs faisceaux, les suppressions de postes qui ont lieu depuis des années s'ajoutent à la charge de travail qui augmente à tel point que beaucoup de collègues finissent par tomber malades. Le manque de personnel ne fait que s'aggraver et la direction voudrait qu'on coure encore plus pour compenser !

Mais ce n'est pas à nous de faire les frais du manque d'embauche !

Marche à la guerre

Le capitalisme veut mettre au pas toute la société pour préparer ses futures guerres ! Dans les chemins de fer, cela se traduit par des millions d'investissements pour rénover, étendre ou améliorer des voies qui ne sont destinées qu'à des fins militaires. Après le Rhin d'acier, la ligne 39 de Plombières, ou les lignes des ports de Zeebruges et d'Anvers, c'est maintenant l'accès à la caserne de Bourg Léopold qui est touché : le gouvernement prévoit un plan d'investissement de 21,5 millions d'euros afin d'accélérer, de faciliter et d'étendre le transport de troupes et d'équipement militaire en rallongeant des quais à la gare qui donne accès à la caserne.

Les mêmes qui nous imposent l'austérité, la réduction des pensions et le manque d'investissement pour les besoins du personnel et des usagers, trouvent des millions pour préparer le déplacement des troupes de l'OTAN !

Aujourd'hui les dirigeants du capitalisme construisent les infrastructures militaires et tentent de nous embrigader. Demain, ils nous donneront des fusils et nous diront de monter dans ces trains pour aller faire la guerre. Voilà l'avenir que nous propose le capitalisme si on se laisse faire !

Des élus PTB rompent avec leur parti

Depuis 2 mois le PTB connaît plusieurs défections dans les rangs de ses élus. Deux députés régionaux, et deux élus communaux (un à Liège et un à Mons) ont coup sur coup annoncé quitter le parti et siéger dorénavant comme indépendants. Ce n'est pas une première pour le PTB. Les députés bruxellois Handichi et El Mokadem avaient déjà quitté le groupe PTB au parlement bruxellois en 2024 et 2025, pour respectivement rejoindre le MR et le PS. En 2025, le député européen Kennes, avait également choisi de quitter le PTB pour siéger en tant qu'indépendant.

Campagne de diabolisation

La presse et les partis de gouvernement font leurs choux gras de ces récents départs. La bourgeoisie en profite pour tacler le PTB, l'insultant de « *secte* », de parti « *anti-démocratique* », « *marxiste* » (dans la bouche des exploiteurs, c'est une insulte), réclamant, à l'instar de Denis Ducarme (MR), d'« *appliquer le cordon sanitaire au PTB* », c'est-à-dire qu'il ne soit plus invité dans les médias.

Cette campagne de diabolisation n'est pas sans rappeler celle entamée en France contre le parti de Mélenchon, La France Insoumise (LFI), et « *l'extrême gauche* », à la différence près qu'en Belgique elle prend un caractère ouvertement anti-marxiste, c'est-à-dire anti-communiste et donc anti-ouvrier.

Il n'y a pas lieu de s'en réjouir. Au contraire ! L'actuelle tentative de diabolisation du PTB a dans sa ligne de mire tous les militants progressistes, et en particulier tous ceux qui se réclament des intérêts de la classe ouvrière. Les accusations dont le PTB fait l'objet, autant concernant ses liens avec le marxisme qu'à propos de son fonctionnement interne, ne peuvent que semer le trouble et la méfiance chez les travailleurs qui cherchent à s'organiser pour se défendre de l'exploitation et de la domination capitaliste. Tout cela ne renforce pas le camp des travailleurs.

Une conséquence de la politique du PTB

Néanmoins, autant il faut soutenir le PTB face à la haine de la bourgeoisie, autant il est nécessaire de comprendre que les départs d'élus qui accablent le PTB, tout comme leurs conséquences, sont le résultat de sa propre politique. A ce titre, sa direction en porte l'entière responsabilité.



Une promesse de campagne du PTB: taxer les riches

En 2008, le PTB change de direction en vue d'une croissance organisationnelle et électorale. Pour gagner des membres et des voix, le PTB abandonne les références à Staline, à Mao et son soutien aux dictatures prétendument communistes. Parallèlement, les références au communisme comme le marteau et la faucille disparaissaient de la une de Solidaire, le journal du PTB, ainsi que de son site Internet.

Ce tournant ne fut pas que cosmétique. Si l'objectif révolutionnaire demeurait alors affiché, le PTB s'engageait dans une véritable réorientation politique qui devait effectivement l'emmener à grossir, autant en nombre de membres qu'en nombre de voix.

Comme Mélenchon en France, Die Linke en Allemagne ou encore Syriza en Grèce, le PTB a profité du mécontentement de toute une partie des électeurs du PS qui étaient las des mensonges, des trahisons et des scandales de corruption. Ceux-là espéraient trouver dans le PTB un « nouveau PS » pour incarner leurs espoirs en une politique progressiste de gauche.

Pour attirer ses nouveaux membres et électeurs, sans renier volontairement ses origines et ses ambitions révolutionnaires, le PTB adopta vers l'extérieur une propagande électoraliste tout en évitant de se prononcer sur « *les points difficiles* » et en ne publiant pas vers l'extérieur leurs analyses, leurs buts réels, leurs méthodes organisationnelles et les moyens de mettre fin à cette société pour « *un socialisme 2.0* ». « *Nous faisons la distinction entre ce qui se passe en salle et ce qui se passe en cuisine. Les meilleurs chefs coqs ne révèlent pas tous leurs secrets. La situation dans la cuisine est souvent plus chaotique*

que l'ambiance soignée de la salle » écrivait le PTB lors de son congrès de 2008.

Tactique et stratégie

En « *salle* », c'est-à-dire publiquement, le PTB s'affiche comme « *la vraie gauche* » et développe lors de ses campagnes un programme réformiste et anti-impérialiste. Sur bien des sujets, ses discours publics ne se distinguent plus guère de ceux du PS et des directions syndicales.

En « *cuisine* » néanmoins, c'est-à-dire, à l'intérieur du parti ou, parfois, dans certains médias à faible audience, le PTB continue de se référer à Marx, Lénine, et même, bien que de plus en plus rarement, à la révolution ouvrière. Raoul Hedebouw affirmait ainsi en novembre 2023, dans une interview au média français Le Vent Se Lève, qu'il n'y a aucun pouvoir dans les parlements ou dans les ministères, mais que le vrai pouvoir se trouve « *dans les milieux économiques* ». En 2026, dans une interview réalisée par la chaîne youtube Mathpolitics, Hedebouw confirme : « *le vrai pouvoir est dans les conseils d'administration des grandes multinationales. Il n'est pas dans les gouvernements.* »

Ce qui n'empêche pas le PTB de maintenir délibérément l'ambiguïté quant à sa possible participation à un gouvernement de coalition. Dès les élections de 2019, le PTB explique qu'il serait prêt à participer à une coalition gouvernementale de gauche pour mener une politique de « *rupture* ». Lors des élections de 2024, le PTB tenait à peu près le même discours, allant même jusqu'à communiquer une liste de trois réformes minimales sur lesquelles une potentielle coalition devrait s'accorder pour avoir une chance d'y voir participer le PTB : « *le refus de l'austérité européenne* », la révision de « *la loi de 1996* » et le retour de « *la pension à 65 ans* ».

Entretenir l'ambiguïté sur la participation au gouvernement leur est nécessaire pour croître électoralement en s'appuyant sur les illusions électorales de la population. D'après un sondage datant d'avril 2023, c'est-à-dire un an avant les élections de 2024, 86% des électeurs du PTB souhaitent le voir participer au gouvernement. Pour le PTB, afficher publiquement les idées qu'il réserve pour les discussions internes entraînerait une rupture avec tout une partie de ses électeurs, et même de ses membres.



Visuel de campagne du PTB (2024)

A ce titre, le départ du PTB de son député Jori Dupont est caractéristique. Membre du PTB depuis 12 ans, Dupont quitte le parti en affirmant « *Pendant que le PTB refuse de monter au pouvoir par pureté idéologique, la droite a les mains libres. […] Je veux une gauche qui se salit les mains, pour gagner des budgets, des lois et des protections* ». Sans préjuger des autres raisons qui auraient poussé ce député à rompre avec le PTB, force est de constater que malgré 12 ans d'adhésion, le PTB n'a pas réussi à convaincre cet élu de sa tactique.

Alors pour un député régional, combien de militants, de membres ou d'électeurs se tournent vers le PTB sur base d'illusions ? Le PTB qui renonce à défendre ses idées politiques profondes, en entretenant l'ambiguïté, voire du mensonge par omission, se construit sur base d'illusions : un terrain peu solide et bien éloigné de celui de Marx et Engels, qui affirmaient que les travailleurs étaient capables et devaient prendre le pouvoir consciemment. Or, les illusions sont l'exact opposé de la conscience !

Cette méthode de prestidigitateur ne concerne pas seulement la participation au gouvernement, mais des pans entiers du programme de la direction du PTB : rapport aux syndicats, au stalinisme, au parti communiste chinois, à la révolution, … Pire : elle s'est inscrite dans l'ADN militant du PTB qui jongle constamment entre « *salle* » et « *cuisine* », entre « tactique » électoraliste et « *stratégie* » prétendument révolutionnaire.

En marche vers l'impasse du réformisme ?

En l'absence d'explosions sociales, la voie sur laquelle s'est engagée le PTB ne peut aboutir qu'à deux situations, qui pourraient très bien se combiner. D'une part, le PTB connaîtrait de nouvelles crises, plus ou moins profondes, durant lesquelles des députés, des membres ou des pans entiers de son électorat se détourneraient de lui. D'autre part, la direction du PTB s'alignerait sur les illusions réformistes de ses électeurs et de ses membres.

En fait, les deux situations se produisent déjà à petite échelle. La première se remarque dans les récentes défections d'élus. La seconde a pu s'observer dans le retournement de la position du PTB concernant la guerre en Ukraine, sans même parler de la participation à des majorités communales où il assume des mesures d'austérité.

En effet, deux jours après le déclenchement de l'invasion du territoire ukrainien par l'armée russe, les députés du PTB prenaient position au parlement fédéral en dénonçant la responsabilité des États-Unis et de l'OTAN, mais aussi du gouvernement ukrainien dans le déclenchement de la guerre. Ce faisant le PTB défendait sa ligne « *historique* » anti-impérialiste. Néanmoins, cette intervention lui valut une volée de bois vert de la part des autres partis politiques et des journalistes, dont les réactions faisaient alors les gros titres dans plusieurs quotidiens du pays. Cette campagne médiatique suffit à faire plier le PTB, qui, craignant de ne pas être suivi par ses membres et ses électeurs, dénonça seulement six jours après la prise de position courageuse de ses députés, la « *guerre criminelle de la Russie contre l'Ukraine* ». A partir de ce jour, le PTB prétend trouver dans une organisation de la bourgeoisie, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), le moyen d'obtenir la paix en Europe. C'est pourtant le capitalisme, la course au profit et la concurrence qui engendrent les guerres !

Sur ce revirement, la direction du PTB ne s'est jamais expliquée publiquement. Au contraire, la direction du PTB attache beaucoup d'importance à nier toute évolution de sa position. Le texte « *10 questions et réponses à propos de la guerre en Ukraine* » met d'ailleurs beaucoup d'énergie à cet égard, la phrase « *le PTB a condamné la guerre de la Russie contre l'Ukraine dès le départ, de façon inconditionnelle et sans ambiguïté* » y étant répétée à de multiples reprises. La politique du flou et du mensonge… encore une fois.

Alors qu'adviendra-t-il du PTB ? En 2014, Lutte Ouvrière s'exprimait déjà à ce sujet en ces termes : « *Si les succès électoraux et militants du PTB se maintiennent, ce qui serait positif dans cette période de recul du mouvement ouvrier, la « colonne vertébrale » militante du PTB résistera-t-elle à l'arrivée de nombreux membres venus sur la base d'illusions réformistes et de militants ayant surtout comme formation les pratiques syndicales bureaucratiques ? Et le PTB gardera-t-il son héritage politique stalinien, ou bien le poids de ses nouveaux adhérents le poussera-t-il à adopter une politique plus éclectique, plus à la mode et plus petite-bourgeoise ? L'avenir le dira.* »

Quoi qu'il en soit, quelle que soit l'évolution future du PTB, les travailleurs et militants ouvriers, y compris du PTB, ne pourront évoluer sur la voie révolutionnaire que s'il existe un réel courant militant proposant une politique communiste, internationaliste et révolutionnaire. Une politique pour les aider à s'émanciper des illusions bourgeoises et de toutes les bureaucraties, y compris syndicales.

Mise en cause de l'indexation

Le gouvernement compte imposer, à deux reprises au cours de la législature, la non-indexation des salaires supérieurs à 4 000 € bruts (environ 2 500 € net), ainsi que les allocations sociales au-dessus de 2 000 € bruts mensuels. Si ces mesures venaient à être appliquées, la moitié des ménages belges verraient le pouvoir d'achat de leurs salaires baisser définitivement de plus de 100 € !

Il s'agit d'attaques importantes contre les salariés, ainsi qu'une offensive supplémentaire contre l'indexation des salaires !

Cela fait des années que le patronat cherche tous les moyens de s'attaquer à l'indexation des salaires. Pourtant, même si les capitalistes saluent la mesure, il s'avère qu'ils ne sont pas entièrement convaincus par la proposition du gouvernement. Trop « *complexe* », trop « *temporaire* » déclarait Pieter Timmer-

mans, le CEO de la FEB, la principale organisation patronale en Belgique. Ce dernier plaide pour des attaques plus dures contre l'indexation, des mesures plus « *structurelles* » comme il le dit lui-même.

Or, c'est exactement cette opportunité que lui ont offerte les dirigeants de la FGTB, de la CSC et de la CGSLB sous couvert d'un « *accord* » passé avec les organisations patronales.

A la place de l'actuelle mesure du gouvernement, les dirigeants syndicaux et patronaux proposent de revoir le calcul de l'indexation à la baisse. Concrètement, au lieu de prendre en compte les hausses des prix de l'énergie chaque mois (comme actuellement), le calcul serait effectué sur la moyenne des douze derniers mois. Ainsi, si les prix montent pendant quelque temps, et puis redescendent un peu, certaines indexations seraient retardées, voire évitées.

Cette mesure n'est pas du tout à l'avantage des travailleurs ! Il s'agit d'une nouvelle manipulation de l'indexation, comme celle qui avait enlevé du calcul de l'indexation le prix du tabac, de l'alcool et surtout des carburants. Cette proposition n'aurait qu'un effet à long terme : freiner encore plus les salaires dans la course avec les hausses de prix. Et c'est bien pour cela que les patrons la soutiennent.

Quant aux dirigeants syndicaux, ils se montrent tels qu'ils sont : des gestionnaires du capitalisme, tout autant convaincus que les patrons qu'il est nécessaire que les travailleurs se serrent la ceinture pour défendre les profits des capitalistes. C'est une trahison des intérêts des travailleurs et du syndicalisme.

Le gouvernement a refusé la proposition des dirigeants syndicaux et patronaux. Ce n'est pas que les ministres souhaitent s'opposer à leurs maîtres capitalistes, mais ils sont pris dans mille contradictions, à commencer par celle-ci : réduire rapidement le déficit budgétaire, tout en augmentant les dépenses d'armement et les cadeaux aux entreprises. Or, la proposition des dirigeants syndicaux et patronaux, même si elle est à l'avantage des capitalistes sur le long terme, ne permet pas de répondre aux besoins budgétaires à court terme du gouvernement.

Nucléaire : encore des cadeaux au patronat

Le gouvernement négocie depuis plusieurs mois avec l'entreprise française Engie pour lui racheter les centrales nucléaires de Doel et de Tihange. Certains réacteurs avaient déjà été arrêtés, d'autres ont été prolongés pour 10 ans, et leur fermeture était prévue pour 2035.

Vache à lait pour les actionnaires

Cela fait des années qu'Engie fait des milliards de profits en exploitant les centrales nucléaires construites pendant les années 1960 avec de l'argent public. Les actionnaires de l'entreprise ont déjà profité des prix élevés de l'énergie et de milliards de subventions de l'État, que ce soit pour prolonger ou pour démanteler les réacteurs.

Aujourd'hui, l'entreprise préfère investir ailleurs, notamment dans le gaz, plutôt que de maintenir ses capitaux dans le nucléaire, même si l'État peut prendre en charge une grande partie des sommes nécessaires pour relancer ou prolonger les réacteurs.



Mais comme les grandes entreprises de la métallurgie et de la chimie en Belgique réclament de l'énergie pas chère, et que la fin du nucléaire signifierait une augmentation supplémentaire des prix de l'énergie, c'est l'État qui vient au secours des capitalistes. Les cabinets qui travaillent sur le sujet annoncent qu'une telle reprise coûterait au minimum 3 à 4 milliards d'euros, en fait probablement beaucoup plus. La nationalisation des centrales, loin d'être un politique « *pour les travailleurs* », est une autre façon pour l'Etat de subventionner les capitalistes en prenant à sa charge les gros investissements et en laissant les activités rentables aux capitalistes.

Nationalisme économique

De Wever a affirmé qu'aucun engagement n'est pris, et qu'il s'agirait d'une reprise temporaire, pour « *reprendre le contrôle de nos centrales après des décennies dans le giron français* », tout en affirmant qu'à terme, « *nous pouvons éventuel-*

lement envisager des collaborations avec d'autres partenaires », comprenez : après avoir dépensé des milliards pour relancer le nucléaire, on laissera d'autres capitalistes, belges si possible, accumuler des profits sur le dos de la population.

Qu'on se fasse exploiter et racketter par des capitalistes belges ou français, qu'est-ce que cela change ? D'ailleurs, chez Engie, un des gros actionnaires historiques du groupe est Albert Frère, un capitaliste bien belge dont les enfants sont encore aujourd'hui parmi les plus riches de Belgique. Ce nationalisme économique, cet appel à la souveraineté nationale n'est qu'une fable destinée à nous embrigader dans leurs discours patriotiques, et justifier d'arroser les capitalistes de milliards. Mais ces capitalistes n'ont qu'une seule patrie : leur portefeuille !

Leur Société

Flambée des prix

Il fallait déjà débourser 10 €, 20 € supplémentaires pour faire le plein. Les grandes enseignes réclament aujourd'hui 1 €, 2 €, voire 3 € de plus par kilo de haché ou encore de café quand on compare avec les prix de l'année passée. Les prix des médicaments explosent aussi. Une boîte achetée à 10 € l'année passée se paye aujourd'hui parfois jusqu'à 2 € plus cher ! Sans compter le prix des sacs poubelles, des vêtements, des produits de nettoyage, et tout le reste !

Les entreprises de l'énergie ont profité de la guerre en Iran pour augmenter leurs marges sur les carburants et l'énergie, en plus de répercuter la seule hausse du prix du pétrole. Mais les capitalistes ayant des intérêts dans les autres secteurs refusent de voir leurs propres profits baisser pour payer ceux des entreprises de l'énergie. Ils reportent donc la hausse de leurs frais sur le prix des marchandises du quotidien pour faire payer les travailleurs.

Les travailleurs, eux, n'ont personne en dessous d'eux sur qui reporter la hausse des prix. Le seul moyen de s'en défendre est de forcer les capitalistes à prendre sur leurs profits en augmentant les salaires.

Pour ne pas nous appauvrir, nous avons besoin d'une véritable indexation des salaires sous le contrôle des travailleurs. Si les prix augmentent, les salaires doivent augmenter au moins suffisamment pour compenser ! Ce n'est pas aux travailleurs de payer les profits des profiteurs de crise et de guerre !



Mauvaise note de la Belgique... selon les banques

Deux agences de notation, Moody's et S&P, ont dégradé "la note" financière de la Belgique. Cette "note" prétend représenter la qualité de la dette publique belge au yeux des capitalistes. Avec la dégradation de leurs notes, l'Etat, les régions et même la SNCB empruntent dorénavant sur les marchés financiers en payant encore plus d'intérêt ! Ces agences de notation font partie du système de racket par lequel les banques extorquent chaque année des centaines de milliards aux États, et donc aux populations. Elles estiment les prétendus « risques » qu'une banque aurait à prêter à tel ou tel État, ce qui permet aux banques d'augmenter leurs taux d'intérêt en conséquence. En fait, il s'agit surtout d'un moyen de pression pour imposer des mesures d'austérité !

Pour les pays les plus mal notés, les conséquences sont catastrophiques. Dans des pays comme l'Égypte ou le Pakistan, où les taux d'intérêts sont immenses, ce serait plus de 50% des dépenses publiques qui partiraient uniquement pour payer les intérêts de la dette selon l'Institut de la finance internationale. Cela signifie que sur 100 € de taxes extorquées aux populations égyptiennes et pakistanaises, plus de 50 € partent directement faire gonfler les profits des banquiers internationaux, en plus du remboursement des dettes. C'est un pillage à grande échelle, dont les conséquences les plus immédiates sont la disparition des services de santé ou des protections sociales qui avaient pu exister dans ces pays.

En Belgique, la note est bien moins basse que celle des pays du tiers-monde, mais elle est déjà le prétexte à mettre encore plus de pression pour faire passer de nouvelles coupes budgétaires ou de nouvelles taxes. L'agence Moody's accompagne sa nouvelle note d'un message : « *la décision de dégrader la note de la Belgique à A1 reflète notre conviction que le gouvernement actuel ne sera pas en mesure de mettre en œuvre des mesures suffisantes pour stabiliser le poids de la dette* ». Le premier ministre De Wever, au garde à vous face aux actionnaires des banques et des fonds d'investissement, a immédiatement affirmé que « *des efforts supplémentaires sont nécessaires pour rétablir la confiance des marchés internationaux dans la santé financière de notre pays* ».

Les banques ordonnent et les ministres obtempèrent. Mais ce seront les populations qui paieront les conséquences de ces nouvelles mesures. Ces parasites ne méritent rien d'autre que l'expropriation sans indemnités !

Non à l'extension des flexi-jobs

Le gouvernement fédéral s'est accordé sur l'extension des flexi-jobs à tous les secteurs. Cette mesure doit encore être votée par le Parlement.

Les flexi-jobs sont des types de contrats pour des emplois complémentaires destinés aux salariés et aux pensionnés. Pour les patrons, c'est de la main d'œuvre bon marché à côté des CDI ou des CDD. Ils économisent sur les salaires, paient beaucoup moins de cotisations, ne sont contraints à payer aucun congé payé, aucun 13e mois et aucune indemnité de licenciement, qui se fait d'ailleurs souvent sans préavis. Ce contrat précaire leur permet de mettre encore plus de pression sur les travailleurs, avec des horaires imprévisibles, des changements en dernière minute et en imposant des heures supplémentaires.

Avec cette nouvelle extension, le gouvernement cherche à généraliser encore davantage cette forme de travail précaire. Cela ne peut qu'accentuer la concurrence entre travailleurs et en réalité tirer tous les salaires vers le bas.

À cause de la faiblesse des salaires et des pensions, de nombreux travailleurs sont contraints d'accepter un flexi-job pour payer les factures, les courses ou l'éducation des enfants.

Ce qui est nécessaire, ce ne sont pas des emplois précaires et épuisants, qui ruinent la santé. Il faut de vrais salaires et des bonnes pensions indexés sur les prix, qui permettent de vivre correctement sans devoir cumuler deux emplois ou travailler jusqu'à la mort.



Les limites de l'opposition parlementaire

Après une quatrième tentative, la majorité fédérale (N-VA, MR, Les Engagés, CD&V et Vooruit) n'a pas réussi à faire voter la loi-programme au Parlement. Celle-ci prévoit notamment deux sauts d'index partiels des salaires, ainsi qu'une hausse des accises sur le gaz, le mazout et les carburants.

Pour s'y opposer, le PS a introduit de nouveaux amendements et demandé que le Conseil d'État se prononce dessus. Cette demande a été soutenue par le PTB, Ecolo-Groen et le Vlaams Belang. Ensemble, ces partis réunissent plus de 50 sièges, ce qui permet de suspendre l'examen de la loi et d'en reporter l'adoption.

Cette opposition parlementaire peut certes retarder le vote de la loi mais elle ne permettra pas de s'opposer définitivement aux mesures du gouvernement. Le PS, le Vlaams Belang ou les écologistes ont toujours su se montrer suffisamment « responsables » vis-à-vis de la bourgeoisie pour ne pas bloquer durablement les mesures d'austérité exigées par le patronat.

Quand bien même cette obstruction parlementaire se poursuivrait, la majorité fédérale pourrait modifier le règlement du Parlement afin de limiter la possibilité, pour l'opposition, de retarder indéfiniment le vote en saisissant le Conseil d'État.

Et cette opposition parlementaire ne permet pas de s'opposer aux licenciements en cours, ni aux fermetures d'entreprises, aux restrictions de budgets des administrations qui entraînent des suppressions d'emplois.

Face à l'offensive des capitalistes et du gouvernement, l'opposition parlementaire est insuffisante. Seule une lutte dirigée par les travailleurs eux-

mêmes et qui s'élargit au-delà d'une entreprise ou d'un secteur, permettra de s'y opposer.

Pas tous logés à la même enseigne

Est-il normal qu'un propriétaire d'appartement (souvent un multi-propriétaire, voire une société capitaliste) puisse exiger d'un locataire que ses revenus valent le triple du loyer ? Selon le Conseil d'Etat ainsi que le Code bruxellois du Logement… oui !

Alors que les loyers flambent - à Bruxelles il faut en moyenne 1300 € pour un appartement -, que les salaires sont bien trop faibles et ne suivent pas l'inflation, que beaucoup de travailleurs se demandent comment ils vont joindre les deux bouts, et que les licenciements se multiplient, ce sont les propriétaires que le droit protège avant tout ! C'est ça, la justice de classe.

Non aux attaques sur les pensions !

L'attaque violente du gouvernement fédéral contre les pensions est l'une des préoccupations importantes des travailleurs, notamment de ceux qui se mobiliseront le 12 mai, à l'appel des syndicats.

En plus du recul progressif à 67 ans de l'âge légal de départ à la retraite y compris pour les cheminots et les militaires, les ministres veulent restreindre encore l'accès à la pension anticipée. Par exemple, il faudrait avoir travaillé 42 ans, à raison de minimum 156 jours par an (au lieu de 104), pour partir à la retraite à 65 ans. Et ceux qui ne respecteraient pas toutes les conditions subiraient alors un « malus pension ».

L'allocation de retraite baisserait aussi pour les fonctionnaires, pour qui elle serait désormais calculée sur l'ensemble de la carrière, soit 45 années, et non plus sur les 5 ou 10 dernières - où le salaire est plus élevé. De plus, la « péréquation », qui permet à la pension des fonctionnaires de suivre l'augmentation des salaires des fonctionnaires en activité, serait supprimée.

Austérité contre les enfants

À la prochaine rentrée, les repas ne seront plus gratuits dans les écoles différenciées, celles qui accueillent les enfants de maternelle et primaire les plus précarisés en Wallonie et à Bruxelles. 430 établissements seront concernés, c'est-à-dire plus de 55.000 élèves.

S'en prendre aux enfants les plus démunis, qui pour beaucoup arrivent le ventre vide à l'école, en leur retirant la cantine ? Ils ne reculeront devant rien, si ce n'est devant la colère qu'ils attisent !

Mons: cherche exclus volontaires

« *Devenez volontaire dans l'extra-scolaire !* » Comme bien d'autres communes populaires, la Ville de Mons tente de remplacer les accueillantes extrascolaires sous contrats ALE ou contractuels par des bénévoles.

L'année scolaire précédente, pour assurer l'accueil des 3.500 élèves des écoles de la commune, la Ville disposait de 17 bénévoles, 56 agents sous contrat ALE, 4 contractuels et une dizaine d'étudiants sous contrat. Bref, une addition de petits contrats précaires et sous-payés.

Les « bénévoles » eux-mêmes étaient régulièrement « remerciés » pour ne pas dépasser le plafond salarial de leur défraiement annuel. Les travailleurs sous contrats ALE, eux, ne pouvaient prester plus de 70 heures par mois en complément du chômage. Oui, les dirigeants socialistes, qui jouent aujourd'hui les indignés devant le saccage social du gouvernement De Wever, ont eux aussi leur part de responsabilité dans la dégradation des conditions de travail dans les communes et l'enseignement.

A présent, les chômeurs exclus se voient proposer de revenir… en tant que bénévoles défrayés 6 euros de l'heure ! Toujours plus bas !



Mali : un pays ravagé par l'impérialisme

Le Mali connaît une nouvelle vague de combats entre les djihadistes du JNIM et les touaregs indépendantistes de l'Azawad d'un côté, et les troupes de la junte gouvernementales de l'autre. Cela fait plus de 10 ans que la population malienne subit la misère, voire la famine, et les exactions de la guerre. Ces guerres sont le résultat des interventions impérialistes, en particulier celles de l'État français.

L'armée française chassée…

En 2013, le président français François Hollande (PS) décide d'envoyer l'armée française pour soutenir le régime de Ibrahim Boubacar Keïta qu'il avait contribué à mettre en place. Le prétexte : lutter contre les troupes islamistes qui se développent dans la région. L'armée française restera près d'une dizaine d'années , mais les forces islamistes ne feront que se renforcer.

Car l'objectif de l'armée française n'était absolument pas de défendre les populations ! Il s'agissait de défendre les ressources du pays sur lesquelles les grandes entreprises françaises avaient fait main basse, comme les mines d'uranium détenues par Orano (à l'époque Areva) dans le Niger voisin. Le pillage du pays par les capitalistes français allait surtout contribuer à aider les djihadistes à recruter. L'impérialisme, en maintenant la population dans la misère par le pillage du pays, en la soumettant à un régime corrompu soutenu par la France, en lui faisant subir les exactions des troupes françaises et maliennes, allait faire grandir la colère contre elle. Une partie de la population, désespérée, s'est tournée vers les troupes islamistes…

Cette colère de la population allait massivement se diriger contre la France, au point qu'un général, Assimi Goïta, a pu s'appuyer sur la colère populaire pour mener un coup d'État en mai 2021. Le premier acte de son régime sera de chasser les troupes françaises hors du Mali pour les remplacer par les troupes russes.

…le chaos continue

Mais remplacer une bande armée, les troupes françaises, par une autre, n'a résolu aucun problème pour la population. Le chaos laissé par la France se maintient jusqu'à aujourd'hui. Les troupes indépendantistes, aujourd'hui alliées de circonstance avec les djihadistes, ont elles-mêmes été armées et instrumentalisées par la France à partir de 2015, au départ pour lutter contre les djihadistes.

Partout où l'impérialisme maintient sa domination, il laisse une odeur de mort derrière lui. Et ce sont les populations qui en subissent les conséquences, que ce soit la violence des différents groupes armés ou la misère créée par la guerre. Depuis le départ des troupes françaises, le régime malien a cherché le soutien de l'ONU, des États-Unis, ou de la Russie. Mais les populations n'ont rien à attendre de ces interventions, ni de ce régime corrompu ! Ils ne pourront compter que sur eux-mêmes, et sur les travailleurs et les opprimés du monde entier, pour mettre fin à la domination impérialiste !

Les Émirats arabes unis quittent l'OPEP

Les Émirats arabes unis (EAU) sont issus du regroupement, sous l'égide de l'Angleterre, de six émirats de la région du Golfe persique, région riche en pétrole. Ils ont adhéré à l'OPEP en 1967.

L'OPEP a été fondée dans les années 1960 par des pays alors pauvres, dont le pétrole constituait l'une des principales ressources. Leur objectif était d'obtenir une part plus importante de la manne pétrolière, alors que les grandes compagnies américaines et européennes raflaient l'essentiel des profits.

Pour y parvenir, les pays membres de l'OPEP cherchent à coordonner leurs niveaux de production afin de maintenir les prix du pétrole à un niveau suffisamment élevé.

La guerre au Moyen-Orient

La guerre déclenchée par Israël après les attaques meurtrières du Hamas le 7 octobre 2023 s'est étendue à toute la région et a bousculé les rapports entre les puissances régionales.

L'armée israélienne a réoccupé Gaza et massacré sa population, aidé les colons à occuper les terres palestiniennes et a envahi le sud du Liban. Le dictateur Bachar el-Assad a été renversé au profit de l'ancien djihadiste Ahmed al-Charaa, protégé des USA. L'Iran a été écrasé sous les

bombardements d'Israël et des USA.

Dans ces guerres du Moyen-Orient, contrairement à d'autres États du Golfe, qui cherchaient une voie médiane, les Émirats arabes unis ont adopté une ligne plus directement hostile à l'Iran, y compris sur le plan militaire.

Pourquoi les EAU quittent-ils l'OPEP ?

En sortant de l'OPEP, les EAU cherchent d'abord à augmenter leurs revenus en produisant davantage de pétrole. Or leur production, le quart de celle de l'Arabie saoudite, était limitée par les quotas de l'OPEP.

Mais cette décision traduit aussi une prise de distance vis-à-vis de l'Arabie saoudite et un rapprochement avec Israël et les États-Unis.

Les Émirats ont ainsi poursuivi leur partenariat avec Israël, alors que l'Arabie saoudite l'avait mis en pause après le 7 octobre 2023. Ce rapprochement leur a notamment permis de recevoir des armes antimissiles israéliennes.

Plus largement, les EAU cherchent à mener une politique plus indépendante des autres États du Golfe, en particulier de l'Arabie saoudite. Dans les guerres au Yémen et au Soudan, les deux pays ont défendu des camps opposés.



La sortie de l'OPEP par les Emirats est motivée par la volonté de produire plus de pétrole, mais aussi d'affirmer leur propre ligne régionale : plus indépendante de l'Arabie saoudite, plus proche d'Israël et des États-Unis, et plus directement opposée à l'Iran.

Manifestons le 12 mai !

Alors que les prix explosent, le gouvernement continue de mener une politique anti-ouvrière et pro-patronale : attaques contre les salaires, les pensions, contre les malades de longue durée et les chômeurs, attaque sur la rémunération du travail de nuit… Tant que le patronat et l'État auront les mains libres, la liste ne s'arrêtera pas.

Toutes ces attaques ne visent qu'à faire pression sur les salaires, les pensions et imposer des économies sur le dos de la population pour verser plus de cadeaux aux entreprises, couvrir les banques d'argent public par le paiement des intérêts de la dette, et augmenter les dépenses d'armement.

Le capitalisme nous mène au bord du gouffre ! Moins d'argent pour l'éducation et la santé, plus d'argent pour l'industrie de la mort. Et à l'échelle internationale, c'est dans la troisième guerre mondiale qu'il nous plonge.

L'avenir que nous promet le capitalisme est celui de plus de misère, plus de guerre et plus de destruction. Tout cela pour les profits d'une minorité d'ultra-riches. Mais les milliardaires ne gagneraient pas un centime sans le travail de milliards d'êtres humains ! Les travailleurs font tout tourner. Ils ont montré dans le passé qu'ils sont capables de s'organiser, de prendre conscience de leur force, et de se révolter pour mettre à bas le pouvoir des actionnaires.

La manifestation organisée par les syndicats le 12 mai n'a pas l'ambition de renverser le capitalisme, loin de là… ni même de mettre fin aux mesures anti-ouvrières du gouvernement et du patronat. Mais, pour préparer la révolte nécessaire, les travailleurs qui refusent de se laisser écraser par ce système barbare ont le devoir de se lever pour crier « *NON, nous refusons cet avenir ! A bas les mesures d'austérité ! A bas le capitalisme !* ». Alors retrouvons-nous le 12 mai à la Gare du Nord à Bruxelles. Profitons-en pour nous réunir, discuter de nos problèmes, et préparer les luttes futures !

Suivez nous sur les réseaux:

Lutte Ouvrière Belgique
Email:contact@lutteouvriere.be
Tel: 0470-18.82.39
Internet: www.lutte-ouvriere.be